



# Assemblée générale

Cinquante-sixième session

Documents officiels

Distr. générale  
26 novembre 2001

Original: français

---

## Troisième Commission

### Compte rendu analytique de la 46<sup>e</sup> séance

Tenue au Siège, à New York, le mardi 20 novembre 2001, à 15 h 30

*Président :* M. Al-Hinai. . . . . (Oman)

## Sommaire

Point 114 de l'ordre du jour : Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées et questions humanitaires (*suite*)

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

01-65056 (F)



*La séance est ouverte à 15 h 40.*

**Point 114 de l'ordre du jour : Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées et questions humanitaires (suite)**  
(A/56/3, A/56/12 et Add.1, A/56/128, A/56/333, A/56/335)

1. **M. Musambachime** (Zambie) indique que sa délégation s'associe pleinement à la déclaration faite par le représentant du Mozambique, au nom des pays membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe. Il rappelle que son pays est traditionnellement une terre d'accueil pour les réfugiés et les demandeurs d'asile ayant fui le colonialisme, le racisme, l'occupation, la répression et la guerre civile. Malgré le retour de milliers d'entre eux dans leur pays d'origine, la Zambie continue de faire face à un afflux massif de réfugiés en provenance d'Angola et de la République démocratique du Congo, en raison des conflits qui se poursuivent dans ces pays. Plus de 270 000 réfugiés vivent actuellement dans des camps en Zambie sous la supervision du HCR et plus de 130 000 autres se sont installés dans le pays et intégrés à la population locale dans les zones frontalières. Ces derniers ne bénéficient d'aucune assistance humanitaire, ce qui oblige le Gouvernement à puiser dans les ressources déjà limitées dont il dispose pour satisfaire aux besoins de la population locale.

2. L'arrivée de réfugiés civils s'est souvent accompagnée de l'entrée dans le pays d'éléments armés et d'anciens combattants, qui constituent une grave menace pour la sécurité de la population locale et des réfugiés. Des armes légères ont en outre été introduites dans les zones frontalières, ce qui n'a fait qu'aggraver une situation déjà préoccupante. En collaboration avec le HCR, le Gouvernement zambien a désarmé les anciens combattants et les a transférés dans un camp éloigné des zones d'incursion possible et des camps de réfugiés. Ce camp compte aujourd'hui 2 278 personnes dont les demandes d'asile sont examinées par le Comité national chargé d'examiner la recevabilité des demandes d'asile, en collaboration avec le HCR.

3. La charge financière pesant sur le pays étant très élevée, la Zambie lance un appel à la communauté des donateurs pour qu'elle apporte au HCR l'assistance financière et logistique qui lui permettra de mettre en

oeuvre ses programmes de développement dans les zones d'accueil de réfugiés et de soulager ainsi le pays. Ces programmes devraient porter sur la santé, l'éducation, l'approvisionnement en eau et les infrastructures sanitaires, routières et autres afin d'atténuer les effets négatifs de la présence prolongée de réfugiés sur les infrastructures limitées du pays. La Zambie qui a toujours aidé et protégé les réfugiés, demande à la communauté des donateurs de l'aider à renforcer ses moyens pour lui permettre de continuer à jouer son rôle de pays d'accueil.

4. **M. Moniaga** (Indonésie) dit que le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, dont l'action a permis de sauver des millions de vies et donné à nombre de personnes la possibilité de retrouver une existence paisible et sûre, et qui est appelé à faire face à des situations de plus en plus délicates à travers le monde, à intervenir pour apaiser les souffrances et favoriser un règlement politique, est prêt, avec d'autres organismes d'aide humanitaire, à apporter assistance et réconfort à des millions de réfugiés afghans. L'Indonésie a de son côté apporté une aide aux réfugiés afghans en coopération avec la Société pakistanaise du Croissant-Rouge et du Comité international de la Croix-Rouge.

5. Cependant, la tâche qui attend le Haut Commissariat dans d'autres parties du monde est lourde. Pour que les pays en développement, qui accueillent la majorité des réfugiés, puissent continuer à assister le HCR, il importe que la communauté internationale leur apporte une aide substantielle. La coopération et l'appui de la communauté internationale ont permis en d'autres temps à l'Indonésie de s'acquitter de ses responsabilités aussi bien morales que juridiques envers les nombreux réfugiés de l'Asie du Sud-Est auxquels elle a servi de terre d'accueil provisoire.

6. Aujourd'hui, alors que le Timor oriental entre dans une nouvelle phase du processus de transition vers l'indépendance, le HCR poursuit l'opération de rapatriement des soldats démilitarisés, des anciens fonctionnaires et d'autres réfugiés est-timorais, dont la situation a pu être adoucie grâce à l'aide apportée. L'Indonésie a, quant à elle, démantelé et désarmé les milices et s'apprête à juger les personnes responsables de la mort des membres du personnel du HCR, et celles qui sont accusées de violations des droits de l'homme. Par ailleurs, la communauté internationale devrait apporter un appui à l'Indonésie qui, désireuse de passer

de la phase des secours à celle du développement, accorde à présent des prêts aux réfugiés qui restent encore au Timor occidental.

7. Créer des conditions favorables au retour des réfugiés ne suffit pas; il faut encore assurer le développement durable au Timor oriental. Il convient là aussi que la communauté internationale prête son appui afin que la population est-timoraise puisse recueillir les fruits du développement.

8. L'Indonésie examine actuellement avec le bureau du coordonnateur résident des activités opérationnelles du système des Nations Unies pour le développement les dispositions à prendre pour le retour des organismes des Nations Unies dans la province du Nusa Tenggara oriental. Il importe que la communauté internationale apporte l'aide nécessaire afin que les réfugiés est-timorais qui ont exprimé, lors de leur enregistrement, le désir d'être rapatriés puissent regagner leurs foyers dans les meilleurs délais. Il convient de noter à ce sujet que grâce aux efforts inlassables des personnes oeuvrant sur le terrain, notamment des fonctionnaires du Gouvernement de la province du Nusa Tenggara oriental, soucieux de trouver un règlement définitif à ce problème, un certain nombre de réfugiés ont pu rentrer chez eux.

9. L'Indonésie continuera à collaborer avec d'autres pays en prenant part à des événements tels que la cinquième Réunion plénière annuelle des consultations Asie-Pacifique portant sur la question des réfugiés, des personnes déplacées et des migrants. Elle accueillera par ailleurs le mois prochain une réunion régionale consacrée au problème des migrants en situation illégale, qui sont victimes de la traite d'êtres humains et ont parfois perdu la vie. L'Indonésie est convaincue qu'avec la coopération de tous les pays de la région, elle parviendra à mettre un terme à cette pratique dangereuse.

10. **M<sup>gr</sup> Martino** (Observateur permanent du Saint-Siège) rappelant que le sort de 22 millions de personnes est directement lié à l'action que mène le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, déplore la tragédie que vivent les Afghans réfugiés au Pakistan et en Iran, dont le nombre est provisoirement estimé à plus de 3,5 millions par le HCR.

11. Pour atténuer ou résoudre à court terme le problème des réfugiés, il est impératif de veiller à la sécurité de ces personnes et de leur fournir une aide

humanitaire, afin qu'elles aient accès à l'eau, aux soins de santé, qu'elles puissent se nourrir, se vêtir et se loger. La délégation du Saint-Siège approuve l'idée force de la Note sur la protection internationale (A/AC.96/930), dans laquelle il est précisé que cette protection n'est pas une notion abstraite mais une fonction dynamique orientée vers l'action.

12. Mieux comprendre ce qu'il convient de faire pour protéger les réfugiés permettra de mieux saisir les raisons qui poussent ces personnes à quitter leur foyer. Défendre et promouvoir la dignité humaine des réfugiés et des personnes qui se trouvent sous la protection du HCR est un aspect important du Programme du Haut Commissaire. Il est indispensable de protéger les droits fondamentaux de tous, parmi lesquels les droits à la vie, au mariage, à la famille, à la migration, à recevoir l'asile d'un pays et à la liberté de religion, pour que la situation des réfugiés et des personnes déplacées évolue. Fournir une aide à court terme est certes nécessaire mais insuffisant; il faut aussi s'efforcer de construire des sociétés plus justes et pacifiques car c'est la rareté de telles sociétés qui est la principale cause des déplacements de population.

13. À l'heure actuelle, les « personnes en mouvement » dont le nombre s'accroît le plus rapidement sont les personnes déplacées qui, piégées par la guerre ou les persécutions, errent à l'intérieur des frontières de leur propre pays. Les personnes déplacées ont autant, sinon plus, besoin d'aide que les réfugiés mais la communauté internationale a tardé à reconnaître leur situation dramatique. Elles ne jouissent pas de la même protection que les réfugiés à qui le fait d'avoir franchi une frontière confère le droit de recevoir une protection et même un intérêt politique. Le mandat du Haut Commissariat ne prévoit pas explicitement la protection des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays mais, comme d'autres intéressés, le HCR leur a porté assistance dans la mesure du possible. La délégation du Saint-Siège rend hommage à cet aspect de l'action du HCR et d'autres entités et qu'on se soucie davantage du sort de ces êtres humains qui ont droit à une assistance humanitaire, même si leur patrie forme un territoire souverain et que cette assistance va à l'encontre des vœux de leur gouvernement.

14. La délégation du Saint-Siège souhaite également rendre hommage aux États qui ont eu le courage d'accueillir des réfugiés. Dans certains cas, le fait que ces derniers soient plus nombreux que la population

locale est source de difficultés. Face aux problèmes économiques suscités par un afflux de réfugiés, le HCR et les États sont encouragés à offrir des mesures compensatoires appropriées à la population d'accueil afin de favoriser un esprit d'ouverture dans d'autres États.

15. **M. Coutau** (Comité international de la Croix-Rouge) dit que son organisation a pour mission de fournir protection et assistance aux personnes touchées par les conflits armés. Ces conflits entraînant des déplacements de populations civiles à grande échelle, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) consacre à ce problème une bonne partie de ses interventions. Il apporte actuellement son aide à plus de cinq millions de personnes déplacées dans le monde, y compris en Afghanistan, l'une de ses zones d'intervention les plus récentes.

16. En dehors des personnes déplacées, il convient de ne pas perdre de vue les difficultés des communautés d'accueil, notamment dans les conflits de longue durée où les distinctions entre populations résidentes et populations déplacées tendent à s'estomper.

17. Le droit humanitaire international vise à assurer la protection de toutes ces populations victimes des conflits armés. Ses règles interdisent les déplacements forcés de populations et garantissent la prestation de l'aide humanitaire.

18. Pour assurer la protection des personnes déplacées, il convient non seulement que les organismes engagés dans les opérations d'urgence coordonnent leur action mais aussi qu'ils renforcent leurs liens avec les organismes de réhabilitation et de développement. C'est dans cet esprit que le CICR s'acquitte de sa mission, qui lui impose aussi de préserver son indépendance, sa neutralité et son impartialité.

19. À l'échelon bilatéral, le CICR entretient une coopération fructueuse avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Sur le plan bilatéral, le CICR et la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge ont pris une part active au processus de coordination mis en chantier par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et le Réseau interinstitutions de haut niveau concernant les personnes déplacées pour mieux répondre aux besoins de ces personnes.

20. Lors de la dernière réunion du Conseil des délégués du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, le CICR, la Fédération internationale et 178 Sociétés nationales se sont également déclarées résolues à répondre aux besoins des populations déplacées, conformément à leurs mandats respectifs.

21. La mission du CICR est de faire face aux besoins immédiats des personnes récemment déplacées, comme elle le fait pour d'autres populations civiles touchées par la guerre. Par contre, il revient à d'autres organisations, telles que les organismes des Nations Unies et les Sociétés de la Croix-Rouge ou du Croissant-Rouge, de répondre aux besoins des autres populations vulnérables telles que les personnes déplacées à long terme.

22. Bien au-delà du personnel des organismes d'aide humanitaire, la prévention des déplacements forcés de population incombe aux parties aux conflits armés qui, en observant le droit humanitaire, peuvent contribuer à réduire sensiblement les mouvements de population. La communauté internationale peut également jouer un rôle à cet égard, en s'attaquant aux causes profondes des tensions, en encourageant le recours aux solutions politiques et en dotant de ressources financières adéquates les organisations humanitaires et les organismes de développement.

23. Durant les conflits armés, l'action humanitaire doit permettre de prévenir et d'atténuer les souffrances des populations qui ne prennent pas part aux hostilités, ainsi que d'assurer pour tous le respect de la vie et de la dignité, héritage commun à toutes les nations et à toutes les civilisations.

24. **M. Thomson** (Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge) dit que la réunion récente du Conseil des délégués du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge a permis de mieux centrer l'approche du problème des réfugiés et des personnes déplacées adoptée par les diverses composantes du Mouvement. La vulnérabilité des personnes en cause est l'unique critère qui détermine l'intervention des Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et de la Fédération internationale, ce qui est conforme à leur principe fondamental d'impartialité, lequel interdit toute discrimination fondée sur la nationalité, la race, la croyance religieuse, la classe ou les opinions politiques, leur seul objectif étant de soulager les

souffrances des individus en donnant la priorité aux cas les plus pressants. Il s'agit de satisfaire les besoins de tous ceux qui sont touchés par les problèmes de déplacement en adoptant une approche globale allant de la prévention au retour et à la réinsertion, en tenant compte des besoins des populations locales et des populations des pays hôtes ainsi que d'autres populations telles que les migrants, et notamment les migrants en situation irrégulière.

25. Les déplacements de population sont des phénomènes à long terme qu'on ne peut régler en recourant exclusivement à des moyens à court terme. Si les interventions d'urgence sont nécessaires dans la phase initiale, elles cèdent souvent la place à la nécessité d'une assistance à plus long terme d'autant qu'une fois que les fonds réunis pour faire face à la situation d'urgence sont utilisés, ils ne sont pas remplacés par d'autres sources d'appui financier. Il faut donc que la communauté internationale se penche sur la manière dont les ressources sont réunies pour faire face à ces situations à plus long terme en reconnaissant qu'elles découlent de l'échec des processus de développement. Il est à espérer que la Conférence internationale sur le financement du développement sera l'occasion de réfléchir à ce problème. La nécessité s'en fait d'autant plus sentir que le Haut Commissariat va recentrer son action sur ses activités de base, ce qui signifie que les autres activités risquent fort de ne plus être considérées comme prioritaires et qu'il faudra donc que la communauté internationale voit comment combler les lacunes grâce à des partenariats plus stratégiques, mieux planifiés et coordonnés. Dans la résolution qu'il a adoptée en novembre 2001, le Conseil des délégués a pour sa part insisté sur la nécessité de coordonner étroitement son action avec celle d'autres organisations et de préciser encore davantage les modalités de sa coopération, jusqu'ici tout à fait satisfaisante, avec le HCR et de renforcer le dialogue et la coopération, notamment avec l'Organisation internationale pour les migrations.

26. Si la Fédération internationale et les sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge ne sont toujours intervenues qu'avec précaution dans les débats relatifs aux réfugiés, aux personnes déplacées et aux migrants, les problèmes croissants auxquels elles se heurtent les ont incitées à réévaluer leur rôle de sorte que, dans la résolution qu'elles ont adoptée, elles ont souligné l'importance des interventions opérationnelles mais aussi d'un programme de plaidoyer assis sur des

positions communes pour toutes les composantes du Mouvement.

27. Le Conseil des délégués a reconnu le droit absolu à l'asile, ce qui l'a amené à réfléchir à son rôle en ce qui concerne la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés, d'autant que l'année 2001 marque le cinquantième anniversaire de cet instrument. Étant donné que les volontaires de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge oeuvrent au niveau des communautés, il importe d'intégrer à leur formation des activités de plaidoyer, étant donné qu'il leur faut combattre la xénophobie et la discrimination, (problèmes qui relèvent également du mandat du HCR), et il faut que les bénéficiaires actuels ou potentiels participent davantage à la programmation et à la planification. La Fédération internationale aide à l'heure actuelle les Sociétés nationales à faire face aux problèmes que suscite la vulnérabilité particulière où se trouvent les populations qui viennent d'arriver dans les différents pays.

28. En conclusion, la Fédération internationale espère que les gouvernements se rendront compte qu'ils n'ont pas seulement l'obligation d'instaurer un dialogue avec les Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, mais qu'ils y ont tout avantage.

*La séance est levée à 16 h 30.*